

SURPRISE-PARTIE POUR SARKOZY

Au treizième jour de la soudaine vague de « violences urbaines » et d'émeutes qui embrase toutes les cités de France, deuxième jour de son extension à d'autres pays et premier jour de l'état d'urgence, il nous semble urgent de rappeler quelques évidences, que tant de monde s'acharne à occulter :

- 1) **Cette explosion est spontanée et parfaitement incontrôlée.** Elle répond directement à une triple bavure : le gazage d'une mosquée à l'heure de la prière par des CRS et la mort accidentelle de deux jeunes poursuivis par la police, à Clichy-sous-Bois, assortis d'une énième provocation verbale du ministre de l'intérieur. C'est du pur délire d'extrême droite, ou de la calomnie policière, que de prétendre que ces troubles auraient été déclenchés ou accentués par « les réseaux de l'économie parallèle » (bien au contraire, les émeutes ont toujours nui à tous les trafics, à cause de l'omniprésence policière qu'elles provoquent automatiquement : barrages, hélicoptères équipés pour la vision nocturne, écoutes téléphoniques, etc.) ou par des idéologues islamistes (quand tous les imams et compagnie participent activement et consciemment au maintien de l'ordre dans les cités, par stratégie politicienne ou par peur de la répression, comme le prouve la fatwa anti-émeutes lancée hier).
- 2) **En exigeant principalement la démission immédiate du ministre de l'intérieur, les « casseurs » expriment on ne peut plus clairement leur rejet radical de la politique du « tout-sécuritaire »** qui régit les cités depuis tant d'années, renforcée à outrance depuis un fameux 11 septembre : interdiction des regroupements dans les cages d'escalier, sanctions renforcées pour les fraudeurs des transports en commun, généralisation de la vidéosurveillance, démantèlement de pseudo-« cellules terroristes » fabriquées de toutes pièces, etc., etc. Quelle que soit la manière dont la situation doit maintenant évoluer, les « casseurs » ont déjà acquis le mérite d'avoir proclamé à la face du monde que cette politique du tout-répressif ne fait qu'aggraver les problèmes qu'elle prétend résoudre. De plus, il existe de bonnes raisons de penser que cette aggravation est le résultat voulu d'une stratégie politico-économique qui espère en tirer profit. Le roquet ultralibéral Sarkozy est en France le parfait symbole de cette stratégie du chaos.
- 3) **Les « casseurs » sont en très grande majorité des jeunes pauvres,** parfois très jeunes, lycéens et collégiens qui profitent de leur relative impunité pénale pour prendre des risques que les adultes peuvent rarement se permettre (sur les 1 500 personnes raflées à ce jour dans les cités, la minorité de majeurs sont déjà systématiquement condamnés à de la prison ferme) : ados survoltés, éduqués par une société ultraviolente, désabusés de tout, stigmatisés et réprimés pour ce qu'ils sont, qu'ils n'ont pas choisi d'être. Leurs parents sombrent dans la misère, leurs grands frères tourment en rond, ou se résignent à trimer comme des

esclaves quand ils n'acceptent pas un rôle subalterne dans la machinerie répressive (vigiles, éducateurs...). Ces jeunes sont les mêmes qui cassaient tout pendant les manifs lycéennes en début d'année, et qui étaient alors déjà universellement calomniés, traités en « bandes ethniques » motivées par le « racisme anti-Blancs ». Il est sûr que leur totale imprévisibilité ne peut pas inciter les adultes à les rejoindre : elle a déjà provoqué un mort et plusieurs blessés dans des accidents malheureux et évitables, et les milliers de voitures brûlées dressent contre eux autant de prolos, exilés dans leur banlieue perdue et qui n'avaient pas besoin de ça. Mais qu'on pense à toutes les conneries que ces jeunes auraient pu faire, et n'ont pas faites !

- 4) **Aussi la légitimité de leur colère ne se discute pas** : cette colère est celle d'une part grandissante de la population, elle est la nôtre. Mais il est vrai que leurs cibles devraient parfois être mieux choisies. Car dans le climat actuel, fait de confusions et d'amalgames, ils n'ont pas plus droit à l'erreur qu'un ministre de l'intérieur, d'autant que tous les médias ont choisi leur camp depuis longtemps. Il suffirait pourtant à ces jeunes de se mettre, comme l'ennemi, à frapper là où ça fait mal, en déferlant maintenant sur les beaux quartiers – en allant piller Neuilly, le fief de Sarkozy ! –, en tout cas en s'en prenant toujours à ceux qui, de toute évidence, le méritent – commissariats, préfectures, tribunaux, ministères, ANPE, boîtes d'intérim, banques, études d'huissiers... –, pour qu'un mouvement actif de solidarité puisse naître et se développer, par le seul jeu du vrai débat démocratique : la discussion libre et incontrôlée. Prisonniers, sans-papiers, chômeurs, travailleurs précaires, exploités de toutes origines perdraient en effet toute raison de ne pas se solidariser avec les jeunes rebelles, dont la force de frappe est le meilleur soutien de toutes les justes revendications. Et n'est-ce pas la meilleure manière de les rééduquer ?

Politiciens, patrons, bureaucrates, idéologues, tous, toutes tendances confondues, s'effrayent des possibilités d'extension de ce mouvement de révolte : **que leur cauchemar devienne réalité !**

**À BAS LA TERREUR POLICIÈRE !
À BAS LES PROFITEURS DE LA MISÈRE !**

**CONTRE LES MENSONGES ET LA CONFUSION ORGANISÉS :
SOLIDARITÉ AVEC LES REBELLES EMPRISONNÉS !**

**Mardi 8 novembre 2005
Des habitants de la Seine-Saint-Denis**